L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 29 JUILLET 1863.

Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 29 JUILLET.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Geo. E. Tyler, à 4 heures, à la Station de Greenville-Lines à vapeur.

Ajoui—Ordre de la Cour Provisoire, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Un terrain situé rue du Canal, entre Bourgogne et Romparts, 2me District, avec bâtisses.

Par Hoffman & Marks, à l'encan de Chartres, No 38—marchandises sèches, vêtements et linge à point mesure.

Par J. P. Boisseau, à l'encan, dans la rue St-Charles, No 71—meubles.

Dépêche télégraphique.

STATION DE LA QUARANTAINE, 28 juillet.

A l'*Abeille*—Le steamship *Continental*, parti de New York le 18, a passé la Quarantaine à 8 heures et demie ce soir. *Opérateur.*

Autres nouvelles par la voie de Mobile.

Richmond, 22 juillet—Une circulaire du lieutenant colonel Ley, agissant comme chef du bureau de conscription, donne les informations suivantes sur la récente proclamation du Président relative à l'âge de conscription. Toute substitution cesse d'être valide et le remplaçant est assujetti au service, s'il n'a pas dépassé 45 ans et n'est pas exempté autrement par la loi. La participation, comme officier ou soldat, à une organisation locale, ne donne aucun droit d'être exempté du service confédéré. Le service de la milice n'est exempté pas non plus à moins qu'il ne s'agisse d'officiers actuellement en commission et dûment qualifiés. Dorénavant tout individu fournissant un remplaçant deviendra responsable dans sa propre personne toutes les fois que les services du remplaçant seront perdus pour l'Etat par quelque raison que ce soit autre qu'un accident de guerre. Toutes demandes d'exemption doivent être adressées d'abord à l'officier recruteur local ; ou si elles sont adressées à une autorité plus haute, elles seront renvoyées aux officiers locaux pour qu'elles soient examinées.

Dans l'affaire de Morris Island, le colonel Putnam agissant comme brigadier général, et le colonel Shaw, commandant un régiment de nègres, ont été tués.

Depuis la chute de Vicksburg, l'esprit martial du pays s'est ranimé. Beaucoup d'hommes qui avaient déjà eu service, avouent qu'ils ont l'intention d'y retourner et les officiers qui avaient fonné des remplaçants ou qui autrement étaient exempts, se préparent pour la plupart à rentrer dans les rangs de l'armée pour répondre à l'appel du président.

Richmond, 22 juillet—Des dates du Nord du 20 disent que le trafic ne commencera pas à New-York avant que le quota exigé de la ville soit définitivement déterminé. Une semaine peut s'écouler dans l'intervalle.

Les restes du général Pettigrew sont arrivés cette après-midi par le train central et ont été escortés de suite par une grande procession militaire. Le corps est transporté demain dans la Caroline du Nord.

Gettysburg, 22 juillet—Les détails sur les dépêches fédérales qui ont commencé lundi dernier à Rocky Mount, sont incomplets et confusément. Pendant que 500 hommes de cavalerie laissant à Rocky Mount 200 restant pour ravager les environs de Tarboro. Ces derniers ont été attaqués, battus et mis en déroute laissant sur place trois compagnies de notre cavalerie d'environ 100 hommes sous le commandement du major Kennedy, à 2 milles et demi de l'arbre, sur le cours de la rivière.

Ils ont intercepté le train de nuit et 50 blessés—No 1 comme cet train transportait les blessés du Rappahannock, ils ont pris 150 prisonniers et 1 pièce de canon. Le train a été trop lessé, parmi lesquels se trouve le capitaine Lancaster avec son bailon à travers son poignet droit. Le train a été pris en ville ce matin. On dit que les Fédéraux ont emmené 300 nègres des chemins et d'autres parties de la ville. Le drapeau fédéral a été arboré sur le Meeting House à Tarboro et sur le Court House. Les ponts ont tous été brûlés. Le coton et l'arbre en ont été poudreuse.

Richmond 23 juillet—Une dépêche télégraphique de la forteresse Monroe dit que le général Keyes et le capitaine Walker sont aux cachots et le gouvernement rebelle a notifié que les capitaine Sawyer et Flinn sont exécutés, Lee et Winder seront exécutés en représailles.

La correspondant du New York *Express* lui écrit de Washington que Grant remplacera bientôt Meade à la tête du Potomac.

Le siège de Charleston.

Le correspondant du *Mobile Tribune* lui écrit de Charleston : Il y a trois jours sa première attaque sur Fort Moultrie, il y a quelque dix jours, a pris du environ 1000 hommes tandis que notre perte n'est que de 400. Cela montre à quel sacrifice d'hommes il faut pour vaincre l'ennemi et rétablir pour prendre Charleston.

Il est évident qu'il est grandement découragé et qu'il attend seulement des renforts pour renouveler ces attaques. Il n'a une chose en notre faveur, c'est qu'il, en ce qui concerne le Fort Moultrie, il ne peut pas amener de mortiers sur terrain, car à deux pieds de profondeur il rencontrerait Eau et quand même il tenserait à prendre le fort Wagner, il aurait pas un grand avantage, car nous avons 80 pièces de canon braquées sur ce point, ce qui en rendrait l'occupation très ineffective.

Il est certain qu'un grand relâchement de surveillance, joint à quelque négligence, a été la cause de l'entrée de l'ennemi dans le Fort Wagner. Il est certain qu'un grand relâchement de surveillance, joint à quelque négligence, a été la cause de l'entrée de l'ennemi dans le Fort Wagner. Il est certain qu'un grand relâchement de surveillance, joint à quelque négligence, a été la cause de l'entrée de l'ennemi dans le Fort Wagner.

Les intentions du gouvernement français.

Voici la note du *Constitutionnel* dont il est été question, au sujet des intentions du gouvernement français à l'égard des affaires d'Amérique :

« A propos du débat qui vient d'avoir lieu sur la motion de M. Roebuck, nous avons été surpris de voir certains orateurs et certains journaux demander qu'elle pourrait être sur ce point l'opinion du gouvernement français. Un tel doute allé jusqu'à refuser cette intention ineffable comme un obstacle aux déterminations que l'Angleterre pourrait être appelée à prendre elle même.

« Nous ne saurions admettre qu'il reste à personne le moindre doute sur la politique de la France dans la question américaine. Est-ce pas outre que la France, la première, a invité les grandes puissances, l'Angleterre avant toutes à s'unir avec elle de rechercher une solution réclamée par l'humanité et utiles à de considérations de haute et vitale importance. Quelle mieux aussitôt de supposer que les intentions de la France ne soient pas aujourd'hui ce qu'elle étaient alors ?

« Il est certain qu'un grand relâchement de surveillance, joint à quelque négligence, a été la cause de l'entrée de l'ennemi dans le Fort Wagner. Il est certain qu'un grand relâchement de surveillance, joint à quelque négligence, a été la cause de l'entrée de l'ennemi dans le Fort Wagner.

« Et certainement, tout ceci n'est pas sérieux. Les politiques de la France, dans la question américaine, sont parfaitement connues, et elle ne présente pas le moindre point qui exige de nouvelles explications.

Parlement anglais.

Débats sur la motion Roebuck.

CHAMBRE DES COMMUNES—*Séance du 20 juillet.*

M. Roebuck propose à la Chambre d'adresser une Adresse à la Reine pour lui demander d'entamer des négociations avec les grandes puissances de l'Europe, afin d'obtenir une trêve pour la reconnaissance des Etats Confédérés de l'Amérique. L'honorable membre exprime le désir que l'indépendance des Etats Confédérés soit reconnue d'abord, et il prétend que cet arrangement leur donnerait le droit à l'indépendance en réalité au Nord, en conquérant le Nord et en retournant le cours de l'invasion, en second lieu, parce que l'Angleterre a intérêt à reconnaître cette indépendance.

Il s'agit de décider si le moment de reconnaître cette indépendance est arrivé. Je prétends que oui, mais tout ce que je demande c'est que le gouvernement entame des négociations avec les grandes puissances pour qu'elles s'associent à nous pour obtenir la reconnaissance de cette indépendance. Quand je dis les grandes puissances, j'entends surtout la France. [Hilarité]. Aucune autre nuance, la Russie excepte, ne possède une flotte dont nous devions nous occuper, et notre ascendant sur la Russie n'est pas en position en ce moment de faire quelque chose. La France est donc la seule puissance avec laquelle nous devrions nous entendre, et la France et l'Angleterre reconnaissent le Sud, c'est la fin de la guerre. [Rires, écoutez !]

Je suis obligé ici de parler en quelque sorte de moi-même et j'espère que la Chambre me permettra de le faire [écoutez !].

Je pourrai dire ainsi ce que je sais des intentions du grand souverain de la France et que je suis autorisé à communiquer à la Chambre [écoutez, écoutez !]

Je déclare surtout que l'empereur des Français m'a dit, et il m'a autorisé à répéter ici ses paroles : "Dites que j'ai appris que de fausses mesures circulaient en Angleterre, j'ai donné à mon ambassadeur des instructions pour les démentir. Dites plus, je l'ai chargé de dire que mon opinion n'est plus exactement ce qu'elle était précédemment, parce qu'elle est plus que jamais en faveur de la reconnaissance du Sud. Je lui ai dit aussi de faire connaître au gouvernement britannique ma pensée et mes désirs sur cette question et de lui demander de nouveau s'il est disposé à se joindre à moi pour cette reconnaissance," [Ecoutez, écoutez !]

Je déclare qu'il n'y a pas d'erreur, et que j'ai ajouté que les instructions avaient été adressées au baron Gros. Prétendre aujourd'hui que le gouvernement britannique ne sait pas ces choses, c'est employer un échappatoire diplomatique, c'est ne pas rester dans la vérité, et je ne pense pas que le monde mettre ma parole en doute.

J'ai dit à Sa Majesté : "Votre Majesté peut faire une demande formelle à l'Angleterre." L'Empereur m'a arrêté et m'a répondu : "Non, je ne puis pas faire cela, et je vous dirai pourquoi. Il y a quelques mois j'ai adressé à l'Angleterre une demande formelle. L'Angleterre a envoyé ma dépêche en Amérique [écoutez, écoutez !] Cette dépêche, étant parvenue dans les mains de M. Seward, a été montrée à mon ambassadeur à Washington. Elle m'est ensuite revenue et je trouve que j'ai été mal traité par une telle façon d'agir (bruyants applaudissements des sièges de l'opposition). Je ne puis, a ajouté l'Empereur, me soumettre au danger d'être encore traité de même façon [écoutez !] mais, cela excepté, je ferai tout. Je vous donne pleine liberté de faire connaître mon désir à la Chambre des Communes et de lui dire,—et ici je veux citer les paroles de l'Empereur—"que j'ai décidé d'agir en tout avec l'Angleterre et surtout en ce qui concerne l'Amérique." [Ecoutez, écoutez !]

Je demanderai maintenant si le gouvernement peut ne pas savoir tout cela ? Je ne le pense pas.

Je veux encore citer d'autres paroles de Sa Majesté l'Empereur des Français. Les voici et elles sont très remarquables : "Jai peur de l'hiver prochain à cause de la population manufacturière." [Ecoutez !] Jusqu'ici les ouvriers du Lancashire ont souffert leurs misères avec une patience et une force d'âme admirables. Il est pensé que les usines qui ne subsistent ne peuvent pas être attribuées à la conduite du gouvernement, que ces misères étaient inévitables. Mais s'il est vrai que l'origine de ces misères ne soit pas l'œuvre du gouvernement, ces ouvriers ne viendront ils pas à penser que la continuation de ces misères peut être l'œuvre du gouvernement de leur pays ? [écoutez, écoutez !] Leur patience, parce que le gouvernement n'était pas à blâmer, ne persistera pas lorsqu'ils jugeront, comme ils le jugent maintenant, que la continuation de leurs souffrances est le résultat des fautes du gouvernement [applaudissements]. J'ai reçu aujourd'hui du Lancashire des lettres qui disent que dans treize des grandes villes il y a eu de nombreux meetings en faveur de la reconnaissance du Sud, que les résolutions qui ont été votées sont en faveur de cette reconnaissance, et que les signatures aux pétitions qui seront adressées au Parlement sur la question de l'Amérique.

L'orateur engage vivement la Chambre, en terminant son discours, à voter la proposition.

Lord R. Montagu propose comme amendement "que la Chambre déclare qu'elle désire que le gouvernement maintienne la neutralité pendant la lutte en Amérique." L'orateur développe les très-prospections suivantes :

1° Que l'Angleterre a pas le droit, dans les circonstances actuelles, de reconnaître l'indépendance des Etats du Sud, ou d'intervenir en aucune façon.

2° Que cette reconnaissance impliquerait l'Angleterre dans des difficultés de nature à amener des conflits avec les Etats-Unis.

3° Que cette intervention serait impolitique et désavantageuse aux intérêts de l'Angleterre, sans amener la fin de la guerre.

M. C. Gilpert Lennox, attaché actuelle de l'Amérique du Nord—Je ne puis pas approuver la proposition.

Le Colonel de Kerbey, du parti de la Chambre, dit disposer la question en la mettre sans y parler de ce que pouvait exiger un peu plus exiger les intérêts de l'Angleterre, elle ne veut pas qu'on accuse le Parlement Britannique de ne pas faire ce qu'il a fait et qu'il est. Les pays est convaincu, d'après le ministre, que le rétablissement de l'Union est comme par la force et impraticable et que l'emploi plus des négres ne peut en rien changer la chose par l'effet de la force. Le gouvernement ne saurait devoir reconnaître la fin de la lutte, mais on n'est pas la représentation du Sud qui doit en dire de la question des hostilités. La reconnaissance du Sud produirait des résultats dans le Nord. Il est plus de confiance dans le peuple de l'opinion publique, qui, dit le chancelier de l'Echiquier, que dans l'action diplomatique, qui est de la part de ceux qui peuvent être responsables d'être mus par des motifs égoïstes.

M. Forster appuie chaleureusement. Il est clair qu'une reconnaissance prématurée, serait une violation de neutralité qui fournirait un casus belli au Nord, et un mouvement décisif en faire usage. La motion de M. Roebuck, quoique bien intentionnée, propose un intervention de la Chambre, qui, en ce moment, ne saurait produire une guerre civile compliquée, d'envenimer davantage les hostilités et de vouer le pays pendant des siècles à la ruine.

Lord H. Cecil est qu'il est de devoir de l'Angleterre d'intervenir parce que deux grandes nations sont d'opinion que la lutte américaine est sans espoir aboutir.

M. Bright croit que la guerre d'Amérique est plus propre que tout autre événement à abourter à ce résultat. Il ne pense pas que la guerre se sera jamais terminée sans longtemps que l'esclavage existera. L'Angleterre a intérêt, dépuis lui, à ce que le coton soit produit partout par des populations libres que par des esclaves. Quant au coté politique, plus politique cette guerre, dit l'orateur, et plus la conscience comme improbable que les Etats-Unis deviennent jamais des républiques impériales. Si une république envoyait des ambassadeurs à la Cour de Pétersbourg, ces ambassadeurs ne seraient pas reçus, et ne pourraient rien faire que les Etats-Unis ne pourraient pas faire. Il ne peut y avoir de gouvernement fédéral en Amérique. La motion de M. Roebuck, quoique bien intentionnée, ne saurait être appuyée.

Le Chancelier de l'Echiquier, que dans l'action diplomatique, ne saurait de la part de ceux qui peuvent être responsables d'être mus par des motifs égoïstes.

M. Forster appuie chaleureusement. Il est clair qu'une reconnaissance prématurée, serait une violation de neutralité qui fournirait un casus belli au Nord, et un mouvement décisif en faire usage. La motion de M. Roebuck, quoique bien intentionnée, propose un intervention de la Chambre, qui, en ce moment, ne saurait produire une guerre civile compliquée, d'envenimer davantage les hostilités et de vouer le pays pendant des siècles à la ruine.

Lord H. Cecil est qu'il est de devoir de l'Angleterre d'intervenir parce que deux grandes nations sont d'opinion que la lutte américaine est sans espoir aboutir.

M. Bright croit que la guerre d'Amérique est plus propre que tout autre événement à aboutir